

Cultures maraîchères dans les montagnes du Cameroun occidental

Célestin Kaffo

Institut national de cartographie,
BP 157,
Yaoundé
Cameroun
<celkaf2000@yahoo.fr>

Résumé

Les crises caféière, foncière et économique ont entraîné sur les Hautes Terres de l'ouest du Cameroun depuis les années 1990, des bouleversements affectant les bases matérielles, les modes de fonctionnement et les valeurs des sociétés locales. Le caractère complexe de cette crise de grande ampleur implique des innovations sociales et agricoles qui échappent aux anciennes logiques. C'est pourquoi les paysans ont mis en valeur les terres en zones de montagne à l'exemple des monts Bamboutos, fertiles et très riches en matières organiques, par la pratique de l'agriculture vivrière et du maraîchage. À partir des enquêtes de terrain, cet article a pour objectif de montrer que les milieux montagnards tropicaux constituent un lieu privilégié d'expression des catégories sociales précarisées. Les stratégies déployées visent à produire davantage (mobilité accrue, valorisation du travail et surtout intensification et densification des cultures) tout en faisant preuve de flexibilité et d'adaptabilité dans un environnement incertain.

Mots clés : systèmes agraires ; productions végétales.

Abstract

Market farming in the tropical mountains of Western Cameroon

Crises in coffee and land prices as well as in the general economy have caused major changes in the highlands of western Cameroon since the 1990s, with dislocations affecting its material bases, its functioning, and the value of local companies. The complex character of this wide-scale crisis has led to radical social and agricultural innovations. As part of the response, farmers of lands in fertile mountain areas rich in organic matter are developing food production and market farming. Field surveys conducted for this article show that the tropical mountain areas eloquently express the social precarity of different population categories. The strategies used (increased mobility and work and especially intensification and densification of cultivation) aim to increase production; they demonstrate flexibility and adaptability in this uncertain environment.

Key words: farming systems; vegetal productions.

Les monts Bamboutos¹ sont, depuis les années 1990, le théâtre d'une intense mise en valeur par suite de la crise de l'économie caféière et du système foncier densifié du plateau bamiléké. À cela s'ajoutent la crise économique et une explosion urbaine qui ont

induit non seulement une forte demande alimentaire mais aussi des changements dans les habitudes alimentaires [1, 2]. Cette situation de crise conjoncturelle tend à perdurer et implique la recherche de solutions nouvelles. Ainsi, les anciens producteurs de café Arabica et les « cadets sociaux » se sont progressivement tournés vers les cultures maraîchères sur les hauteurs des Bamboutos. Cultures à cycles courts, plus rentables et moins exigeantes, elles jouent un rôle croissant dans les systèmes de production depuis les premiers essais dans les fermes agro-industrielles sous l'égide du colonisateur,

¹ Les Hautes Terres de l'Ouest Cameroun comprennent des plateaux dont l'altitude varie entre 900 et 1 400 m et des massifs isolés d'altitude supérieure à 2 000 m. Le massif des Bamboutos (2 740 m) qui domine la bordure occidentale du plateau bamiléké constitue notre bassin d'étude.

relayés dans les années 1970 par les structures étatiques camerounaises. Au cours de la précédente décennie, le nombre de maraîchers, en majorité de jeunes migrants de retour au chômage, s'est accru avec comme principal enjeu l'accès au foncier et sa maîtrise. Ces néoruraux ont très vite opté pour l'agriculture vivrière marchande compte tenu des besoins urbains croissants de consommation et de la sécurisation alimentaire et monétaire qu'elle permet également dans un environnement libéralisé instable et incertain où la pression et la saturation foncières sont manifestes. La partie montagnaise du plateau bamiléké a donc cessé d'être considérée comme marginale et périphérique d'un point de vue agricole et économique et voit émerger de nouvelles stratégies sociospatiales de reconversion.

Pour le démontrer, nous avons exploité les résultats des travaux réalisés dans la zone, les données collectées auprès des principaux acteurs et les conclusions des observations directes de terrain² [3]. Après avoir rapidement brossé les conditions de l'émergence du maraîchage dans les monts Bamboutos, nous en identifions les principaux enjeux et les mutations induites pour montrer ensuite la complexité et la diversité des circuits de commercialisation.

Les facteurs favorables au développement du maraîchage

Crise et déprise caféière

La chute des cours mondiaux du café en 1989 a entraîné une baisse de près de 50 % du prix d'achat aux producteurs. Cette déprise est due, entre autres au vieillissement des plants âgés de 30 ans environ, à la désaffection des planteurs et au fait que les sols sont devenus de moins en moins productifs. De 668 F CFA/kg³ en 1986, le prix du kilogramme du

café payé aux planteurs passera à 250 F CFA/kg en 1990. La légère remontée du prix du kilogramme du café observée à partir de 1993 (1 250 F CFA) n'a été ni suffisante ni assez durable pour permettre d'envisager un renouvellement du capital arboré. La hausse de plus de 50 % des prix des intrants agricoles libéralisés, vendus par la coopérative (figure 1), a même plutôt renforcé la déprise. Ainsi, le café a perdu son pouvoir attractif, son rôle de *marqueur foncier* et de principal *symbole* de la propriété individuelle [2]. Incapables d'acheter des intrants fortement renchérissés, les producteurs découragés vont se détourner radicalement de la caféiculture au profit des cultures maraîchères moins contraignantes mais beaucoup plus rentables à l'hectare. À cette crise s'ajoutent la crise foncière et la crise économique aux conséquences multiples.

Émergence et diffusion du maraîchage

Défini comme « la production d'un ensemble de plantes (...), généralement exploité de façon intensive dont la récolte est vendue (...) et fournit les ingrédients entrant dans la composition des sauces ou des salades » [4], le maraîchage était pratiqué par les femmes sur les berges des rivières avec des cultures telles que le *Solanum Nigrum* (légume local), le *Solanum Esculentum* (aubergine locale), puis le chou, la pomme de terre et le piment. Ces cultures ont ensuite gagné les espa-

ces résiduels peu valorisés (talus, abords des maisons, terrains vagues). D'abord destiné à l'autoconsommation, le maraîchage va connaître une expansion fulgurante et devenir un secteur vital pour les jeunes chômeurs (figure 2). Son adoption va bouleverser le système agraire et contribuer à la reconversion de nombreux planteurs [5, 6]. En 1995-1996 à Bafou, une étude a montré qu'environ 85 % des planteurs s'étaient reconvertis dans l'activité maraîchère [7]. Avec le renforcement du mouvement migratoire de retour, le paysage agraire a fortement évolué : conquête des terres marginales, arrachage des plantations caféières, récupération des zones pastorales au profit du maraîchage et du vivrier marchand [8]. Le développement du maraîchage va bénéficier de nombreuses autres conditions. Les monts Bamboutos bénéficient d'un climat d'altitude frais et humide de type tempéré caractérisé par une alternance saisonnière de vents tièdes et humides. À cette fraîcheur exceptionnelle sous les tropiques, s'ajoute une pluviosité répartie sur 9 mois (1 660-1 800 mm/an) remarquable par sa faible variabilité. Sur les pentes, les sols sont développés sur des roches éruptives récentes bien pourvues en bases et riches en matières organiques. Dans les vallées, les sols sont noirs et appropriés pour les cultures de contre-saison. Le réseau hydrographique est dense et les écoulements sont permanents, ce qui favorise plusieurs cycles annuels de cultures et l'acclimatation des « légumes

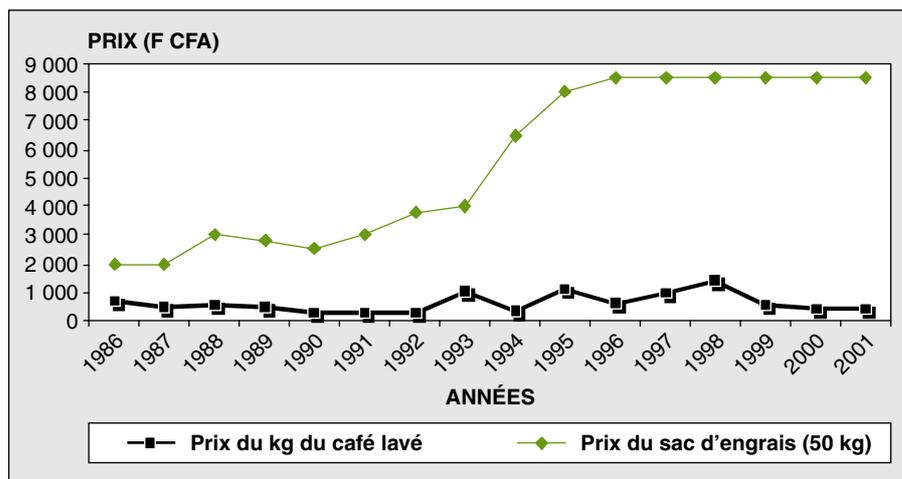


Figure 1. Évolution du prix d'achat du kilo de café Arabica et du sac d'engrais de 1986 à 2001 (source : Archives de la Coopérative agricole des planteurs de la Menoua (Caplame, Dschang, 2002) ; d'après [2] et enquête de terrain 2002).

Figure 1. Evolution of price of coffee per kg and bag of fertiliser from 1986 to 2001 (source : Archives de la CAPLAME (Dschang), 2002); from [2] and field survey 2002).

655,957 F CFA = 1 euro.

² Certaines enquêtes ont été effectuées entre 1997 et 2000 dans le cadre du projet CAMPUS (MOCA) associant les universités de Toulouse-Le-Mirail (Laboratoire dynamiques rurales), de Bordeaux III (Laboratoire DYMSSET) et l'université de Dschang (Laboratoire CERHT) avec la participation d'étudiants camerounais.

³ 655,957 F CFA = 1 euro.

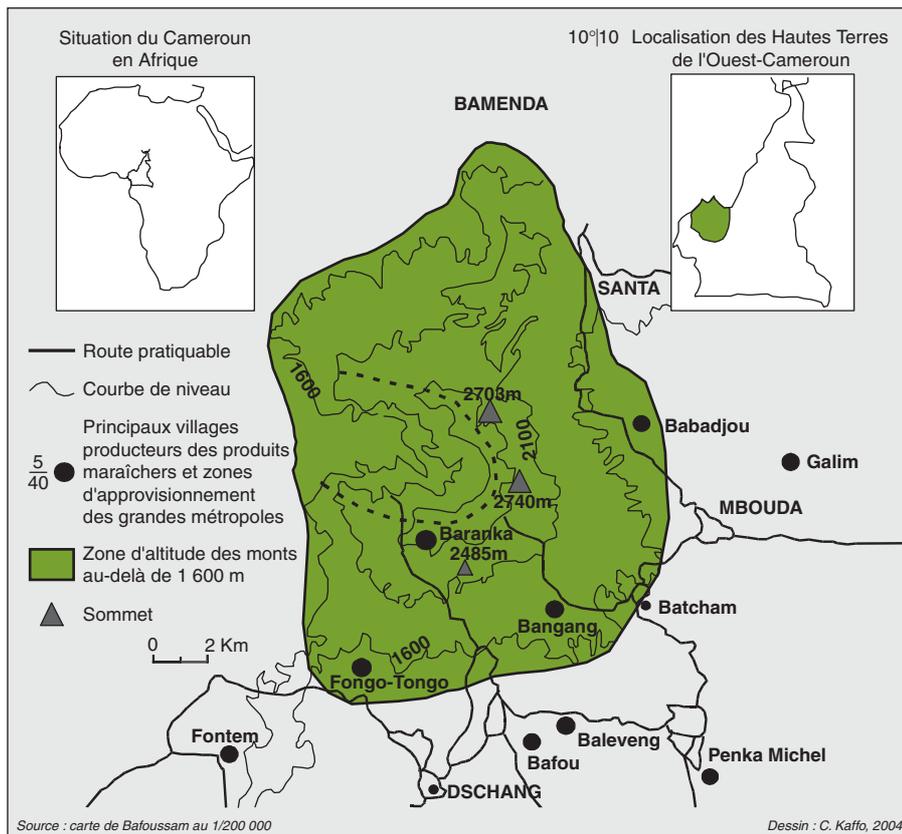


Figure 2. Localisation de l'aire du maraîchage sur le massif des Bamboutos.

Figure 2. Location of the market gardening cultivation areas in the Bamboutos mountain.

européens ». Situées sur le versant oriental des Bamboutos à 1 600 m d'altitude, près de la chefferie de Babadjou, les fermes agro-industrielles coloniales – (Darmagnac) et Société industrielle et commerciale pour l'Ouest africain (Sincoa) – devaient participer au ravitaillement des marchés de Douala et de Yaoundé. Darmagnac avait reçu de l'administration coloniale, en bail pour 25 ans, 311 hectares dont le titre définitif lui a été délivré en octobre 1930 et août 1954. Installée à Babadjou dès 1933, la Sincoa avait, pour sa part, reçu 450 hectares en 1936 avec un titre rendu définitif en 1948, auxquels il fallait ajouter 319 hectares acquis en 1930 par un bail de 25 ans légué par la société MAX et BLAISE avec titre définitif en 1941 [9]. Après avoir cultivé le café Arabica, ces deux fermes l'ont complètement délaissé en 1999 au profit du vivrier marchand [10]. Dans le cas de la plantation Darmagnac, cette reconversion semble avoir fortement profité du savoir-faire des sociétés sous-traitantes : Société africaine des fruits et légumes (Safel) et Société agricole, d'élevage et de maraîchage

(Sadem). D'abord pratiqué sur les berges des cours d'eau, le maraîchage va rapidement gagner les grandes parcelles de café). De 7 hectares en 1975, les superficies maraîchères passeront à 15 hectares en 1978 puis à 25 hectares en 1980 [11] avec un effet de contagion sur les petits planteurs des environs. Aujourd'hui, quasiment à l'abandon, ces anciens « domaines » sont sous-loués à de jeunes déscolarisés au chômage et aux anciens ouvriers agricoles salariés.

Dès la création du Centre d'expérimentation et d'instruction pour la production des semences (CEIPS) en 1973 sur le versant occidental des monts Bamboutos, des stages de formation maraîchère furent organisés. En 1978, celui-ci est devenu un centre de multiplication de semences, ce qui a eu un effet positif sur la diffusion et la diversification des cultures maraîchères (pomme de terre d'abord, puis chou, tomate, carotte, poireau et même betterave sucrière) dans les chefferies environnantes. Le démarrage, en 1980, du « Projet Hauts Plateaux de l'Ouest », financé par la Banque mondiale et destiné à valoriser les zones maraî-

geuses, va considérablement accélérer cette vulgarisation. En 1984, le projet de développement rural de la province de l'Ouest (PDRPO) qui en prend le relais, a également, jusqu'en 1993, participé efficacement à la diffusion du maraîchage dans l'ouest du Cameroun par son action d'aménagement des bas-fonds inexploités [12]. Depuis, des organisations non gouvernementales (ONG) telles que l'Association camerounaise pour la santé et le développement (ACSD) et le Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD) ont conforté ce phénomène par la vente de semences maraîchères à prix modéré (figure 3) [13] et par la formation de jeunes déscolarisés et d'anciens planteurs de café.

Développement du maraîchage et transformation des systèmes de production

Enjeux globaux de la spécialisation maraîchère

Le déclin et la disparition du système de culture à base de café [1, 2, 5, 8] ne modifient pas seulement l'orientation agroéconomique des systèmes de production de l'espace bamiléké ; ils marquent aussi une évolution importante dans la prééminence socio-économique des agriculteurs à « statut » (les planteurs âgés) au profit de catégories sociales moins favorisées (femmes et jeunes souvent désignés sous le vocable de « cadets sociaux ») mais susceptibles de valoriser certains atouts (force de travail, capacité d'initiative, souci de formation évolutive...).

La spécialisation maraîchère croissante des systèmes de culture bamiléké [12] marque, en outre, le passage d'une économie extravertie reposant sur des filières agroexportatrices non alimentaires bien structurées, autrefois régulée par l'État puis par un nombre réduit de négociants, à une économie plus fortement concurrentielle, orientée vers la fourniture de denrées alimentaires pour le marché local, national et sous-régional. L'emportent donc désormais des jeux d'acteurs plus fortement localisés, plus nombreux

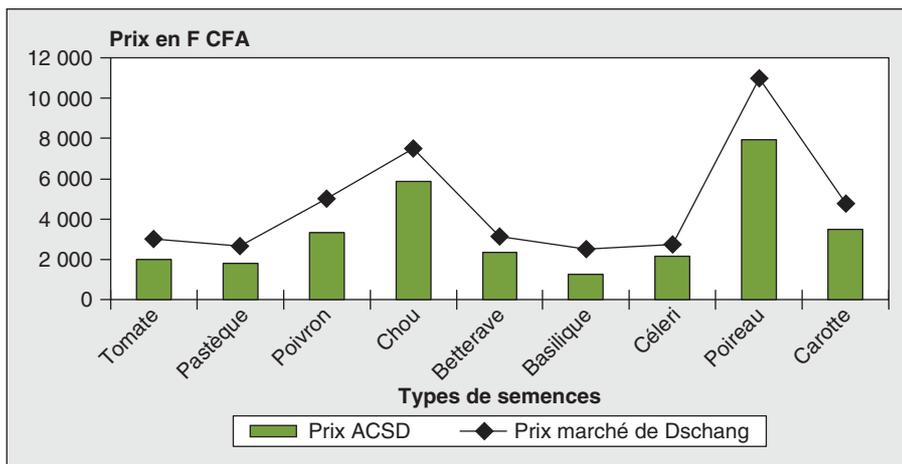


Figure 3. Prix comparés des semences pratiqués par l'ACSD et au marché de Dschang (d'après [13]).

Figure 3. Comparative prices of seeding practice by ACSD and in Dschang market (from [13]). 655,957 F CFA = 1 euro ; ACSD : Association camerounaise pour la santé et le développement.

et diversifiés en fonction de la saisonnalité de l'offre et de la demande, de la variabilité des prix et des contraintes géographiques de la production et de l'acheminement. Compte tenu également du caractère périssable des denrées et de la part nutritionnelle croissante des « légumes européens » dans le régime alimentaire urbain, le maraîchage revêt un caractère spéculatif et offre d'intéressantes perspectives d'accumulation dans le cadre de circuits de commercialisation déjà bien établis⁴. À cet effet, certains marchés périodiques de l'ouest du Cameroun (Baranka dans le Lebiallem, Bafou

dans la Ménoua, Kombou dans les Bamhoutos, Fombot dans le Noun et Santa dans la Mézam) sont ainsi devenus de véritables pôles de collecte et de transfert pour les grandes villes d'Afrique centrale [14].

Enjeux fonciers et sociaux plus spécifiques

À certains égards, le maraîchage constitue donc une sorte de laboratoire du changement technique et social [4] marqué par de nouveaux modes de conduite culturelle, une réorganisation du travail pro-

⁴ À Bafou, par exemple, sur un hectare de terre pour un investissement d'environ 990 000 F CFA (649 397 430 euros), 13 800 m²

de chou et 400 m² de pomme de terre dégagent une marge bénéficiaire brute d'au moins 5 millions de F CFA (3 279 785 000 euros).

Tableau 1. Les différents types d'associations des cultures (d'après [18] et enquête de terrain 2004)

Table 1. The different types of crop association (from [18] and field survey, 2004).

Types d'associations + cycle végétatif (en jours)	Disposition des cultures associées
Haricot (90 j) + pomme de terre (80 j)	Billon
Carotte (80 j) + haricot (90 j)	Billon
Carotte (80 j) + Chou (70 j)	Billon/sillon
Chou (70 j) + carotte (80 j) + haricot (90 j)	Sillon/billon
Haricot (90 j) + poireau (120 j) + betterave (90 j)	Billon
Poireau (120 j) + chou (70 j)	Billon/sillon
Carotte (80 j) + pomme de terre (80 j)	Billon
Carotte (80 j) + haricot (90 j) + pomme (80 j)	Billon
Poireau (120 j) + chou (70 j) + betterave (90 j)	Billon/sillon

ductif et une recomposition des rapports sociaux.

De nouvelles exigences foncières

Si la mise en culture continue ne constitue pas une nouveauté dans les terroirs densifiés et exigus des Hautes Terres de l'ouest du Cameroun, en revanche l'adoption du maraîchage marque une étape supplémentaire dans les processus d'intensification agricole. En moyenne, trois cycles de culture sont réalisés sur la même parcelle la même année agricole tandis que, de façon concomitante, les techniques agricoles ont évolué. On utilise de plus en plus d'insecticides ; on cultive en billons (40-60 cm de large et 12-15 cm de haut) avec des sillons étroits pour faciliter les écoulements sur les interfluves et les pentes ; puis en saison sèche, on pratique des billons plus larges avec des sillons élargis dans les bas-fonds drainés.

Par ailleurs, la pression foncière oblige les jeunes maraîchers à pratiquer des associations culturales complexes (tableau 1) et une agriculture continue de juillet à juin de l'année suivante. Ce calendrier agricole très serré exclut toute velléité de pratiquer des activités autres que le maraîchage (à cause de ses exigences). En saison sèche, l'irrigation par détournement gravitaire entraîne une raréfaction progressive en aval sur le piémont. Les gains monétaires et le surcroît de travail occasionné par l'activité maraîchère ont deux conséquences majeures : le développement d'un marché de la main-d'œuvre salariale et des transactions foncières dans les zones de colonisation agricole.

Les modes d'appropriation ont profondément évolué [15-19] au même titre que les « appétits » fonciers des différents acteurs (figure 4). Du droit de cultiver octroyé gratuitement par l'héritage, la terre a pris insidieusement les formes « de vente voilée ». La location d'une parcelle de 500 m² est passée de 20 000 F CFA en 1987 à plus de 200 000 F CFA en 2002. Quant à la vente proprement dite, un hectare vendu autour de 300 000 F CFA en 1990 a dépassé le million en 2002 [16]. Et ce sont les élites urbaines, véritables « agriculteurs à col blanc », plutôt que les anciens notables ruraux qui parviennent à les acquérir. Il en résulte une multiplication des litiges et autres formes de concurrence : entre agriculteurs et éleveurs, entre riverains, entre « natifs » et immi-

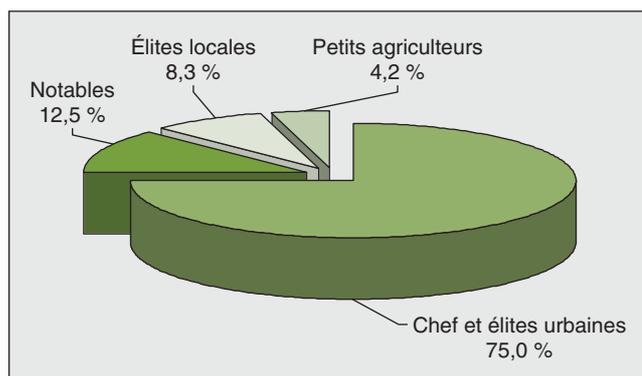


Figure 4. Appropriation des terres sur le versant méridional des monts Bamboutos (pour 1 hectare pris comme référence) (d'après [18]).

Figure 4. Land appropriation on the Southern slope of the Bamboutos mountains, taking 1 hectare as a reference (from [18]).

grants allogènes (auxquels sont assimilés les éleveurs mbororo par exemple) ; entre élites marchandes urbaines et notables locaux ; entre aînés et cadets (jeunes et femmes).

Les « perdants » et « gagnants » de la reconversion maraîchère

Les planteurs familiaux, relativement âgés, constituent la principale catégorie composite des « perdants » de l'évolution socio-économique [17]. Ils n'ont pas su sortir de la spirale de la chute des cours et de l'envolée du prix des intrants externes. Certains ont définitivement abandonné la caféiculture en dessouchant massivement leurs plants au profit des cultures maraîchères plus rentables. D'autres, peu nombreux, par nostalgie, conservent quelques pieds. Si le café est désormais une culture relique, il a bien joué son rôle de marquage foncier dans les zones de colonisation comme l'ont démontré nos diffé-

rentes enquêtes de terrain en 1998 [18] sur les versants des monts Bamboutos (entre 1 990 et 2 100 m d'altitude à Femmock (Bafou). Malgré l'engouement pour les nouvelles spéculations marchandes, ces planteurs ne sont pas les mieux placés pour se reconvertir (pauvreté endémique, vieillesse, absence de formation).

Les anciens citadins, jeunes migrants de retour, semblent en revanche avoir su saisir les nouvelles opportunités agricoles et marchandes de la spécialisation maraîchère. Après avoir « chôme » en ville, faute d'avoir pu obtenir un emploi dans la fonction publique, ces jeunes souvent « diplômés » se reconvertissent dans l'agriculture marchande qui « rapporte ». À titre d'exemple, Pierre. T, jeune déscolarisé de 22 ans rentré à Bafou en 1997 après avoir échoué au BEPC, a pu s'offrir en moins de trois ans, une motopompe (250 000 F CFA) et une moto (530 000 F CFA) grâce à la vente de produits maraîchers. Ce mouvement de retour à la terre contribue donc à accélérer les changements sociaux : rapports de genre et intergénérationnels comme modes de régulation se recompo-

Tableau 2. Variation intra-annuelle de la rémunération de la main-d'œuvre (d'après [18])

Table 2. Intra annual variation of cost of labour (from [18]).

Périodes de cultures	Coût/pers/j (F CFA)	Causes de la fluctuation des prix
Novembre - février	1 000-2 000	- période de classe - forte demande en main-d'œuvre
Mars - juin	700-800	- récolte et rentrée scolaire
Juillet - octobre	500-600	- faible demande en main-d'œuvre à cause des vacances scolaires

655,957 F CFA = 1 euro.

sent peu à peu. Les fonctionnaires, appauvris financièrement et fragilisés socialement au cours de la précédente décennie (effets cumulés de la double baisse des salaires en 1993, des coupes de salaires et de la dévaluation du franc CFA de 1994, constituent eux aussi un groupe peu homogène qui a su réinvestir l'agriculture. Pour certains, il s'agit de trouver un complément de revenu, mais pour d'autres la reconversion est totale. Ainsi, un maraîcher, jadis conducteur de bus de la Société de transport urbain au Cameroun déclare qu'il trouve largement son compte en cultivant au village : il réalise un bénéfice net de l'ordre de 3 000 000 F CFA en une seule campagne agricole alors que son salaire moyen mensuel à Douala ne dépassait pas 110 000 F CFA [17]. Tous ne résident pas au village pour cultiver : certains préfèrent mettre leurs terres en location, en vente ou en métayage. De fait, on assiste depuis une décennie au développement de formes contractualisées de travail agricole. Certes, des formes traditionnelles d'entraide familiale ou communautaire, moyennant un dédommagement souvent en « nature », ont longtemps été pratiquées en pays bamiléké [17] mais le système de production maraîchère a, par suite des enjeux monétaires, systématisé le recours à de la main-d'œuvre salariée (*pambe*) et l'apparition de nouveaux modes de tenure ou de faire-valoir (*tableau 2*) [5]. Aujourd'hui, de véritables « bourses de travail »⁵ s'organisent dans les villages.

Dernier effet, et non le moindre, les femmes, mères et épouses, soumises à la tutelle masculine et « dépendantes économiques » pendant l'économie caféière, sont devenues par le biais du « vivrier marchand » des acteurs majeurs aux différentes étapes des filières, de la production à la commercialisation [18]. L'accès à la propriété foncière est, en outre, un élément clé dans l'évolution des rapports sociaux de genre au sein des familles et de la société bamiléké tout entière.

⁵ Ce phénomène a fait naître au nord de la chefferie de Bafou, un espace de recrutement de la main-d'œuvre agricole. Elle est composée de jeunes agriculteurs au capital foncier et financier très limité, de femmes dont la force de travail n'est pas entièrement utilisée dans le domaine familial. Loin d'être une exclusivité du maraîchage, ce phénomène s'est généralisé dans les carrefours en direction des grands foyers agricoles de la province de l'Ouest.

Heurts et malheurs des filières maraîchères

Les intermédiaires marchands, acteurs stratégiques du système

L'écoulement des produits sur le marché urbain relève encore davantage d'un « informel » plus ou moins fortement socialisé même si l'abondance de l'offre saisonnière attire en zone de production différents types d'opérateurs économiques qui organisent des circuits de distribution complexes et variés. On distingue grossièrement deux types de circuits.

D'abord, les *circuits courts* qui mettent directement en relation les producteurs et les consommateurs. Ils peuvent être organisés de plusieurs manières : soit sur les marchés physiques locaux et régionaux fréquentés par une myriade de producteurs, soit « bord-champ » lorsque les acheteurs-collecteurs se rendent personnellement dans les parcelles pour effectuer achats et enlèvements. Le règlement des transactions se fait au comptant ou à crédit. Dans ce cas, les commerçants ne paient qu'une fois la marchandise écoulée. Il s'agit d'une pratique à risque car les déconvenues sont fréquentes puisque certains commerçants disparaissent dès récupération du stock.

Les *circuits longs* font intervenir un ensemble d'intermédiaires. Ils revêtent des formes multiples et se mettent en place même à courte distance. Les jeunes

collecteurs ruraux interviennent pour le compte de commerçants urbains plus importants. Si le prix est connu d'avance entre le grossiste demandeur et l'intermédiaire, entre ce dernier et le paysan, des marchandages débouchent toujours sur des prix particulièrement intéressants pour l'intermédiaire. À toutes les étapes du circuit s'insèrent des revendeurs (*buyam-sellam*) qui détailleront ensuite les produits dans les quartiers ou les marchés des centres urbains. Par exemple, un sac de pomme de terre acheté à 10 000 F CFA à Bafou peut rapporter un bénéfice de l'ordre de 7 000 à 9 000 F CFA selon le lieu de vente. Il peut s'agir de jeunes chômeurs, d'anciens arabiculteurs, de migrants de retour, de fonctionnaires ou de femmes. Ce sont eux, en fin de compte, qui semblent le mieux tirer parti des imperfections du marché, des écarts spatiotemporels de prix, des asymétries d'information sur les prix pratiqués localement bien plus que les producteurs ou même les consommateurs urbains (*tableau 3*). D'une manière générale, si les prix connaissent d'incessantes variations, les bénéfices dégagés restent sans commune mesure avec les revenus d'une activité caféière résiduelle (*figure 5*).

Le maraîchage une activité encore « à risque »

Étant donné les avantages comparatifs dont disposent les terroirs de l'ouest du Cameroun, le maraîchage semble effectivement constituer une alternative viable à la culture caféière. Néanmoins, son développement reste encore handicapé par certains goulots d'étranglement qu'il paraît difficile de lever. Ainsi, le matériel agricole et végétal reste encore peu per-

formant. Les filières sont imparfaitement structurées en raison notamment de la mauvaise qualité des voies de communication, des moyens de stockage inadéquats et d'une insuffisante transformation des produits primaires. Les coûts de main-d'œuvre peuvent ainsi parfois représenter jusqu'à 12 % du revenu net. Les producteurs enregistrent aussi de très importantes pertes au stockage en cas de vente retardée et lors du transport. Les aléas climatiques (excès ou retard de pluies) et les attaques cryptogamiques constituent autant de risques auxquels les maraîchers doivent également régulièrement faire face. Ces dernières sont parfois difficiles à maîtriser en raison de ruptures d'approvisionnement en produits de traitement, de leur mauvaise qualité ou d'une méconnaissance des traitements précis à réaliser. Un autre risque supporté par le producteur est d'ordre économique : le prix de vente est susceptible de fluctuer fortement en peu de temps, alors même que les charges d'exploitation sont élevées, la mise sur le marché est très souvent réalisée sans disposer d'informations sur les niveaux de la demande et des prix pratiqués, ce qui a pour effet d'introduire une grande marge d'incertitude monétaire pour le responsable de famille confronté à certains investissements productifs et autres dépenses sociales (*figure 6*).

Plusieurs pistes d'interventions pourraient être explorées afin d'améliorer le fonctionnement des filières maraîchères. La création de groupements de maraîchers (GIC) pourrait ainsi permettre de renforcer la capacité de négociation lors des transactions marchandes ou encore une mise sur le marché échelonnée des

Tableau 3. Prix de vente des produits (en F CFA) pendant les saisons pluvieuse et sèche à Bafou (d'après [17])

Table 3. Sale prices of crops (in CFA F) during the rain and dry seasons at Bafou ((from [17])).

Cultures	Saison humide	Saison sèche
Pomme de terre <i>Variété améliorée</i>	5 000 à 10 000/sac de 120 kg	10 000-13 000
<i>Variété locale</i>	10 000 à 15 000	15 000-18 000
Chou	500 à 1 000/sac de 60-70 kg	1 000-4 000
Carotte	3 000-6 000/sac de 70-80 kg	5 000-10 000
Poireaux	100-300/botte de 4 kg	400-600/botte de 4kg
Tomate		2 000-5 000/40-50 kg
Haricot	200-300/kg	150-250/kg
Oignons	3 500-6 000/10-12kg	+ de 6 000 à 8 000/10-12 kg
Poivrons	1 300-2 000/8-10 kg	1 500-2 500/8-10 kg

655,957 F CFA = 1 euro.

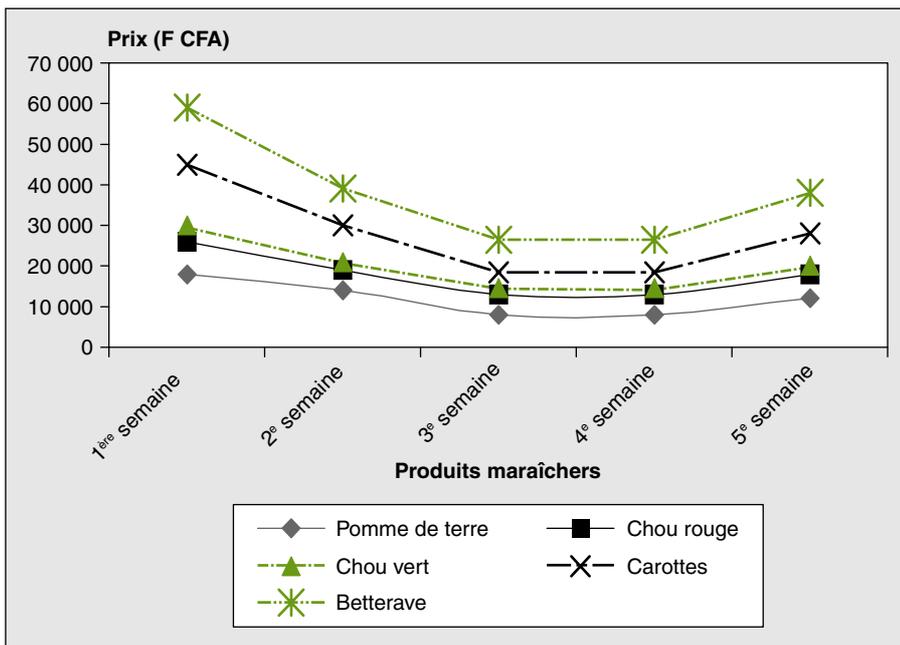


Figure 5. Variations intra-annuelles des prix de vente de quelques produits maraîchers à Bafou (source : Kaffo, enquête du 1^{er} juillet au 3 août 1998).

Figure 5. Intra annual variation of sale prices of some market gardening products in Bafou (source : Kaffo, enquiry from July 1 to August 3, 1998).

655,957 F CFA = 1 euro.

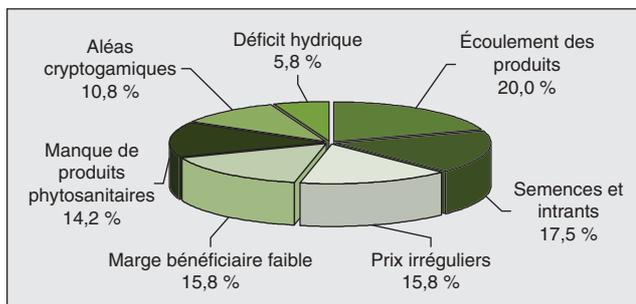


Figure 6. Fréquence (en %) des problèmes liés au maraîchage (d'après [18]).

Figure 6. Frequency (in %) of problems related to market gardening (from [18]).

productions tandis que la mise en place de sessions de formation qualifiantes serait de nature à éviter certaines décisions culturelles malencontreuses. Enfin, le devenir des systèmes maraîchers en zone d'altitude dépendra aussi de l'évolution de la demande de consommation urbaine en dehors du « pays » bamiléké qui reste encore très liée à l'évolution des perceptions et des connaissances nutritionnelles des mères, épouses préparant les repas familiaux.

Conclusion

La disparition progressive du café Arabica sur les Hautes Terres de l'ouest du Cameroun et le repli achevé de l'État marquent-ils la fin de ce que l'on a appelé le « modèle agricole intensif bamiléké » [5] ? Ce n'est pas certain étant donné la capacité des actifs agricoles à saisir les nouvelles opportunités offertes par l'économie marchande et la demande urbaine de

consommation. L'intensification en facteur travail semble même se renforcer tandis que les intrants externes s'avèrent indispensables pour assurer cette réussite agricole. Une certaine forme de spécialisation des systèmes agricoles se confirme peu à peu en ce qui concerne les terroirs saturés du « pays » bamiléké : maraîchage intensif sur les espaces traditionnellement peu valorisés (pentes, sommets et bas-fonds), marchandisation poussée des cultures vivrières (maïs, haricot, tubercules). Ainsi se confirme par là même la vocation ancienne de « grenier vivrier » de l'Ouest. Cette évolution marque la fin d'une extraversion économique et d'une dépendance marquée vis-à-vis des aléas du marché mondial (instabilité des prix, moindre sécurisation alimentaire). Elle revêt d'abord un intérêt fondamental pour les petites unités familiales de production en minimisant le risque alimentaire et financier (ce qui ne se vend pas peut être consommé sur place). Mais elle dynamise également l'ensemble de l'économie régionale par une redistribution plus « équitable » des revenus à l'ensemble des catégories d'actifs (jeunes et femmes) tout en limitant un exode rural marqué vers les villes du sud-ouest au profit de systèmes d'échanges fondés sur une plus forte complémentarité. Mais au-delà, l'essor du maraîchage s'avère indispensable au développement régional et aux objectifs fondamentaux de lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale. ■

Remerciements

Nous adressons nos vifs remerciements et notre profonde gratitude à tous les évaluateurs pour tout le suivi accordé à notre étude, la relecture et les corrections pertinentes apportées au texte.

Références

1. Courade G, ed. *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*. Paris : Karthala, 2000.
2. Kuété M, Uwizemimana L. Déprise caféière et mutations socio-économiques sur les Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun. *GEODOC Sér MOCA 2000 ; (8) : 1-150*.
3. Janin P. *L'avenir des planteurs camerounais. Résister ou se soumettre au marché*. Paris : Karthala, 1999.

4. Autissier V. *Jardins des villes, jardins des champs ; Maraîchage en Afrique de l'Ouest, du diagnostic à l'intervention*. Collection Le point sur. Paris : éditions du GRET, 1994.
5. Grangeret Owona I. *L'agriculture bamiléké vue à travers sa gestion de la fertilité agronomique*. Thèse de doctorat en sciences agronomiques, faculté universitaire des sciences agronomique de Gembloux, Orstom/Ocisca, 1997.
6. Ministère de l'Agriculture, Direction des productions agricoles (MINAGRI/DPA). *Enquête maraîchage Yaoundé*. Yaoundé : MINAGRI/DPA, 1996.
7. Ponza G. *Reconversion des producteurs de café et cultures de substitution dans le département de la Ménoua (Cameroun) : le cas de la chefferie Bafou*. Mémoire de maîtrise de géographie, université de Toulouse-II-Le Mirail, 1996.
8. Kamga A. *Du café au maraîchage : recomposition du paysage agraire en pays bamiléké dans l'Ouest-Cameroun*. Actes du Colloque « Un produit, une filière, un territoire », Toulouse, 21 au 23 mai 2001. Toulouse : Presses Universitaires du Mirail (à paraître).
9. Tsotzezo NC. *Crise en milieu rural et stratégies de reconversion paysannes ; cas de la localité de Babadjou dans les Bamboutos, Ouest-Cameroun*. Mémoire de maîtrise de géographie, université de Dschang, 2001.
10. Uwizeyimana L. *Difficile reconversion des plantations coloniales de café arabica dans la province de l'Ouest-Cameroun. Ateliers de Caravelle (Toulouse) 1999 ; (14) : 17-31*.
11. Dongmo D. *Les cultures maraîchères dans la province de l'Ouest : Production et commercialisation*. Thèse de doctorat de 3^e cycle, université de Yaoundé, 1983.
12. Grangeret Owona I. *De la crise à la dévaluation du FCFA : évolution de l'agriculture intensive familiale bamiléké. Cah Agric 1995 ; 4 : 45-51*.
13. Hatheu ET. *L'approvisionnement et la distribution alimentaire à Douala (Cameroun) : logiques sociales et pratiques spatiales des acteurs*. Thèse de doctorat de géographie, IEDES/IRD-université de Paris-I Sorbonne, 2003.
14. Janin P. *Gestion patrimoniale et sécurisation foncière en économie de plantation à l'heure des ajustements. Rev Géogr Cameroun 2000 ; 14 : 79-107*.
15. Zambo Manga HJ. *Caféiculture et nouvelles structures d'encadrement paysan : enjeux d'un développement durable, le cas de Bafou chefferie*. Mémoire de maîtrise de géographie, université de Dschang, 1998.
16. Kamga A. *Crise économique, retour des migrants, et évolution du système agraire sur le versant oriental et méridional des monts Bamboutos (Ouest-Cameroun)*. Thèse de doctorat d'études rurales, université de Toulouse-Le-Mirail, 2002.
17. Kaffo C. *L'exploitation agropastorale des hautes pentes des monts Bamboutos, comme une alternative à la crise du café*. Mémoire de maîtrise de géographie, université de Dschang, 1998.
18. Kaffo C. *Développement du maraîchage d'altitude et marché foncier dans les monts Bamboutos. GEODOC 2000 ; (51) : 24-42*.
19. Kuété M, Dzalla C, Yemmafou A. *Les montagnes du Cameroun face aux nouveaux enjeux de développement de la sous-région Afrique centrale*. In : *Crises et mutations des agricultures de montagne*. Colloque international en hommage au Pr. C. Mignon. Clermont-Ferrand : Ceremac ; Presses universitaires Blaise Pascal, 2003.